



Centrafricains, Centrafricaines Mes chers compatriotes,

Voilà exactement deux mois que le Conseil National de Transition m’a élu à la magistrature suprême de notre pays. Je m’adresse à vous mes compatriotes pour vous entretenir d’un sujet capital qui concerne notre vie, la vie de notre nation.

Il s’agit du problème de sécurité que nous connaissons tous. L’horreur des atrocités dépasse notre entendement humain et chaque jour qui passe nous enfonce encore un peu plus dans l’abîme. Nous devons nous ressaisir et reconstruire notre pays. Nos arrière-parents et grands-parents ne nous ont pas légué un pays de haine et de division. Nous avons toujours vécu en paix dans nos différentes communautés.

Si j’ai accepté de présenter ma candidature à la présidence de la transition, c’est parce que je connais les capacités qui sont en vous et qui ont une grande dimension humaine. Ressaisissons-nous et faisons-nous confiance.

Dès mon élection, la toute première tâche à laquelle je me suis attelée jusqu’à ce jour est le problème de sécurité. J’ai reçu tous les chefs des différentes tendances des anti-balaka et j’ai conféré avec eux. Ils ont proposé eux-mêmes leurs représentants qui sont aujourd’hui au Gouvernement, au Cabinet Présidentiel et à la Primature. J’ai même instruit les membres de mon cabinet de rester en contact permanent avec eux.

Ceux d'entre eux qui sont des officiers des FACA ont été promus à des postes de responsabilités. J'ai instruit le Gouvernement de me proposer des projets de réinsertion dans les communautés de base des anti-balaka afin de recevoir ceux qui vont retourner dans leurs villages.

Je suis en réflexion avancée avec le ministère de l'agriculture et la communauté internationale pour faciliter leur retour et leur offrir, à cette occasion, des kits pouvant leur permettre de reprendre leurs activités agricoles.

Du côté des ex-Séléka, nous avons procédé à leurs cantonnements sur trois sites à Bangui et nous sommes en pourparlers avec leurs responsables et la communauté internationale pour leur offrir des perspectives de retour en attendant la mise en place d'un programme de DDR. Il s'agit de leur désarmement et de leur identification avant leur retour dans leurs communautés de base.

Mes chers compatriotes,

C'est dire qu'aucun détail n'est mis de côté pour favoriser la reconquête de la paix et de la sécurité dans notre pays.

La communauté internationale que nous avons sollicitée est à nos côtés et s'implique pleinement dans la résolution de cette crise. Sans sa présence nous ne serons peut-être pas en train de nous parler.

Je ne peux m'empêcher au passage de saluer le sacrifice qu'elle consent pour nous permettre de vivre ensemble dans la paix et dans la concorde.

Comme vous le savez, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a pris d'importantes résolutions en faveur de notre pays dont les plus importantes sont les résolutions 2121, 2127 et 2134. C'est grâce à la résolution 2127 que les forces Sangaris sont intervenues le 5

décembre 2013 pour arrêter un massacre en voie d'exécution ; et ce, au grand soulagement de nos populations.

La MISCA et la SANGARIS ont reçu mandat du Conseil de Sécurité de rétablir l'ordre dans notre pays, de procéder au désarmement de toutes les milices et d'appuyer la transition en cours. Ces forces travaillent dans des conditions très difficiles et apportent chaque jour un soulagement à nos populations en province et à Bangui, dans la mesure des moyens en hommes et en matériel disponibles.

Chers Compatriotes,

L'idéal aurait voulu que les forces extérieures de la MISCA et de la Sangaris ne viennent qu'en appoint à nos forces de défense et de sécurité auxquelles devaient revenir la responsabilité première d'assurer la sécurité de notre pays.

Le constat est amer et il ne faudrait pas que l'on vous cache la vérité et que vous soyez inondés de rumeurs tendancieuses et mensongères qui portent préjudice à l'impartialité, à la détermination de la communauté internationale qui a, entre autres, comme objectif de nous aider à reconstruire nos forces de défense et de sécurité, une armée véritablement républicaine capable de défendre l'intégrité de notre territoire et protéger nos concitoyens.

Depuis le 24 mars 2013, toutes nos forces de défense et de sécurité ont été défaites sur l'ensemble du territoire. Toutes les casernes ont été pillées, et aucune poudrière n'a été épargnée. La coalition Sékéka, dans sa progression vers Bangui et après sa victoire, a récupéré toutes les armes qu'elle a trouvées. La police et gendarmerie n'ont pas été épargnées. Les commissariats de police et les brigades de gendarmerie ont été vandalisés. C'est un constat de chaos dans nos Forces de défense et de sécurité que nous peinons à remettre sur pied.

Il faut tout reprendre et tout réorganiser et tout doit se faire dans l'urgence. Conformément à la résolution 2127, la SANGARIS a présenté des mesures de confiance qui sont applicables d'accord parties. Ces mesures fixent les conditions de circulation des hommes en armes et la détention des armes.

Dès mon élection, j'ai demandé le réarmement de nos militaires, de nos gendarmes et de nos policiers. Mais j'ai été confrontée à un refus poli de la part du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Chers compatriotes,

Que personne ne vous trompe. Toutes les armes saisies par la SANGARIS et la MISCA sont détenues par ces forces et n'ont jamais été restituées à la partie centrafricaine. J'ai saisi à plusieurs reprises le Comforce de la SANGARIS et de la MISCA à ce sujet, mais j'ai reçu comme réponse l'application des résolutions.

Croyez-moi cher compatriotes, je ne baisse pas les bras, j'ai saisi le Conseil de Sécurité d'une demande de dérogation afin de rééquiper au moins la police et la gendarmerie. Sur ce point, des mesures d'allègement ont été obtenues. C'est ainsi que la communauté internationale a doté la gendarmerie et la police de véhicules et certains éléments qui participent aux côtés de la MISCA et de la SANGARIS dans les patrouilles sont pris en charge.

La question du réarmement de nos forces ne dépend pas que de moi. Je m'emploie tous les jours à convaincre nos partenaires extérieurs. Les procédures onusiennes sont ce qu'elles sont et c'est nous qui avons délibérément choisi de solliciter la communauté internationale et d'accepter de nous soumettre à ces exigences contenues dans les résolutions 2121, 2127 et 2134.

Malgré tout, le Conseil de Sécurité, suite à nos multiples interpellations, a mis en place un comité spécial de sanction pour notre pays. Ce comité a dépêché une équipe d'experts présents dans nos murs pour nous aider à formuler des demandes de dérogations surtout pour le réarmement graduel des forces de police et de gendarmerie. Il ya fort à espérer une suite favorable dans les prochains jours.

Après la nomination des membres du Gouvernement, j'ai demandé au Ministre de la Défense de mettre en place un nouvel état-major des Forces armées centrafricaines. J'ai tenu à ce que la nomination des responsables tienne compte des compétences et des valeurs militaires.

Les camps de la Garde et de Kassai étant libres, j'ai demandé à l'état-major de les réoccuper, d'y caserner tous les militaires et de procéder à leur recensement. Les militaires qui ne répondront pas à l'appel de leur chef seront soumis aux procédures disciplinaires de l'Armée. Les soldes ne seront payés qu'à ceux qui répondront présents.

Chers compatriotes,

La MISCA et la SANGARIS travaillent dans une impartialité totale et il n'est pas tolérable que ces forces deviennent des cibles de certains groupes armés qui ne veulent pas la paix. Je voudrais ici porter à la connaissance de tous qu'il n'y'aura pas de zone de non droit tant à Bangui qu'à l'intérieur du pays.

La MISCA et la SANGARIS procéderont au désarmement de tous les groupes sur l'ensemble du territoire. Faites-moi confiance, le 3è arrondissement sera désarmé tout comme les autres quartiers de Bangui abritant des milices ou des groupes armés.

La MISCA et la SANGARIS sont en cours de déploiement sur l'ensemble du territoire. Le fameux projet de partition ou de mise sous protectorat de notre pays est une vue de l'esprit de leurs auteurs et de ceux qui y croient. L'administration centrafricaine se déploie doucement et partout sur l'ensemble du territoire national.

Mon ambition est de conduire la Transition de manière consensuelle et inclusive, jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel à l'issue des élections libres et transparentes. Je m'y emploie sans relâche.

C'est pourquoi je demande aux jeunes, aux femmes et à toutes les personnes éprises de paix de ne pas céder aux manipulations des aventuriers qui veulent déstabiliser la Transition et l'empêcher d'atteindre ses objectifs. Qu'ils usent de tous les moyens possibles pour barrer la route aux forces négatives.

Que DIEU bénisse la République Centrafricaine !

Vive la République !

Je vous remercie.